



COLLÈGE
DE FRANCE
—1530—



— université
— lumière
— LYON 2

CONVENTION PORTANT VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU PROGRAMME PAUSE

ENTRE

le Collège de France,
établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, constitué sous la forme
d'un grand établissement,
dont le siège est situé 11 place Marcelin Berthelot, Paris 5ème
représenté par son Administrateur, Monsieur Alain PROCHIANTZ

d'une part,

ET

L'Université Lumière Lyon 2
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le siège est situé 18 quai Claude Bernard 69365 LYON Cedex 07
représentée par sa Présidente, Madame Nathalie Dompnier,

ci-après désignée « l'établissement d'accueil »

d'autre part,

Ensemble désignés « les parties »

Préambule

A l'initiative du ministère de l'Enseignement Supérieur de la recherche et de l'Innovation, a été créé le Programme national d'aide à l'Accueil en Urgence des Scientifiques en Exil, « PAUSE ».

Doté d'un financement initial du Ministère de l'Éducation nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ce programme est géré et piloté par le Collège de France, et abrité dans les locaux de la Chancellerie des universités de Paris. Une convention entre ces trois institutions portant création et modalités de gestion du programme a été signée le 16 janvier 2017.

Au terme d'un processus d'évaluation, le programme accorde des aides à des établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics projetant d'accueillir en leur sein des chercheurs et enseignants-chercheurs étrangers en situation d'urgence, en accordant une subvention de participation, pour leur accueil.

Vu la convention du 16 janvier 2017, relative au programme PAUSE, conclue entre le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Collège de France et la chancellerie des universités de Paris,

Vu la convention attributive N°FAMI-I-18-521 du 12 septembre 2018, conclue entre la direction générale des étrangers en France du Ministère de l'Intérieur, autorité de gestion du Fond européen Asile Migration et Intégration (FAMI), et le Collège de France,

Vu le dossier de candidature déposé par L'université Lumière Lyon 2 en vue de l'accueil de Monsieur Muntajab SAKR en date du 25 septembre 2018,

Vu l'avis favorable du Comité de parrainage du Programme PAUSE en date du 9 novembre 2018,

Vu la validation par le Comité de Direction du Programme PAUSE en date du 23 novembre 2018, attribuant un montant de 30096 euros à l'établissement d'accueil

il est convenu, ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'une subvention à l'établissement d'accueil, exclusivement destinée à cofinancer l'accueil de Monsieur Muntajab SAKR, tel que défini dans le dossier de candidature soumis au Comité de parrainage et validé par le Comité de direction du Programme PAUSE.

La présente convention inclut ses annexes, qui en font partie intégrante.

Article 2 – Modalités d'exécution de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties et prend fin à la date de versement du solde de la subvention à l'établissement d'accueil.

La période d'éligibilité des dépenses liées au cofinancement de l'accueil de Monsieur Muntajab SAKR débute à la signature de la présente convention et prend fin à échéance du contrat de Monsieur Muntajab SAKR

Article 3 – Engagements du Collège de France

Sous réserve de la disponibilité des crédits, le Collège de France s'engage à verser à l'établissement d'accueil, la somme de 30 096 euros exonérée de TVA correspondant au montant de la subvention accordée dans le cadre du Programme PAUSE. Ce versement est effectué en deux fois sur le compte de l'agent comptable de l'établissement d'accueil, comme suit :

- 70 % seront versés à réception de l'attestation de prise de fonctions de Monsieur Muntajab SAKR au sein de l'établissement d'accueil (l'attestation sera annexée à la convention) ;
- les 30% restant seront versés à réception du bilan de retour d'expérience de fin de parcours et du bilan financier mentionnés à l'article 3 de la présente convention.

Coordonnées bancaires de l'établissement :

Titulaire de compte : Direction régionale des finances publiques

Banque : Trésor Public Lyon

Numéro de compte : 0000100433266

IBAN : FR7610071690000000100433266

BIC : TRPUFRP1

L'engagement du Collège de France à effectuer le premier versement est conditionné à la prise de fonctions du lauréat. L'attestation de prise de fonctions devra parvenir au Collège de France dans un délai de 6 mois à compter de la signature de la présente Convention. Toutefois, en cas de force majeure ayant notamment pour effet d'empêcher le lauréat de rejoindre le territoire français, et donc d'exécuter la présente convention avant ce terme, les parties pourront convenir d'une nouvelle échéance par un avenant à la présente convention, et cela dans un délai supplémentaire de 6 mois.

Si la somme versée à l'établissement d'accueil n'est pas consommée dans son intégralité, les crédits non utilisés feront l'objet d'un reversement au Collège de France.

Article 4 – Engagements de l'établissement d'accueil

L'établissement d'accueil s'engage à utiliser la subvention accordée, telle que définie aux articles 1 et 2 de la présente convention, exclusivement pour cofinancer l'accueil de Monsieur Muntajab SAKR. L'établissement d'accueil s'engage à viser et à respecter les dispositions de la Charte des établissements d'accueil bénéficiaires du programme PAUSE, en annexe de la présente convention, et notamment à fournir à la Direction exécutive du programme, dans les conditions prévues par la Charte :

- Deux bilans de retour d'expérience de l'accueil cofinancé par le programme : l'un à mi-parcours, l'autre au terme du contrat de Monsieur Muntajab SAKR.
- Un bilan financier, fourni à échéance du contrat de Monsieur Muntajab SAKR, mentionnant le budget engagé et comprenant un état financier précis justifiant l'utilisation de la subvention.

L'Etablissement d'accueil s'engage à conserver les originaux du dossier technique, financier et administratif, notamment les pièces justificatives des dépenses, pendant une période de cinq ans à compter du 31 décembre suivant la date de versement du solde de la subvention.

Pendant cette même période, l'établissement d'accueil s'engage, en cas de contrôle, à mettre les documents mentionnés à l'alinéa précédent, à disposition de la Direction exécutive du programme PAUSE et/ou du Ministère de l'Intérieur, autorité de gestion du Fonds asile migration intégration.

Article 5 – Protection des données

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, et la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, lors de l'information du public, de la collecte et du traitement des données à caractère personnel.

Les parties s'engagent notamment à :

- traiter les données uniquement pour des finalités déterminées, explicites et légitimes pour la durée nécessaire à ces finalités ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention s'engagent à respecter la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- s'acquitter de leur obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Article 6 – Confidentialité

Les parties s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

Le cas échéant, l'établissement d'accueil s'engage à informer le Collège de France des données et/ou documents devant faire l'objet d'une précaution particulière en matière de confidentialité.

Article 7 – Conflit d'intérêt

L'établissement d'accueil s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective des engagements liés à la présente convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective du projet est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le Collège de France.

Article 8 – Résiliation de la convention

Le Collège de France se réserve le droit de résilier la présente convention, sans indemnité de quelque nature que ce soit de sa part, et de demander le reversement partiel ou total des crédits versés, en cas de non-disponibilité des crédits et de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier:

- de la non-exécution totale ou partielle de la convention ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- du refus de l'établissement d'accueil de se soumettre aux contrôles ;
- lorsque l'établissement d'accueil fait des déclarations fausses ou fournit des rapports non conformes à la réalité pour obtenir le cofinancement prévu dans la convention.

La résiliation de la convention peut être sollicitée par l'établissement d'accueil, qui en informe le Collège de France par lettre recommandée avec accusé réception.

Dans ce cas, l'établissement d'accueil pourra être tenu de rembourser tout ou partie des sommes perçues au titre de la présente convention.

Article 9 – Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige afférent à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

En cas de litige persistant, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou pour les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

Fait, en trois exemplaires originaux à Paris, le

L'Administrateur du Collège de France

Alain PROCHIA NTZ

La Présidente de l'Université Lumière Lyon 2

Nathalie DOMPNIER

Annexe

Charte des établissements d'accueil

du Programme national d'aide à l'Accueil en Urgence des Scientifiques en Exil (PAUSE)

L'établissement d'accueil bénéficiant d'une subvention du Programme national d'aide à l'Accueil en Urgence des Scientifiques en Exil (PAUSE) s'engage :

- A assurer la pleine intégration du scientifique accueilli dans son environnement professionnel pendant la durée du projet d'accueil ainsi qu'à aider ce dernier à préciser ses projets professionnels à venir.
- A effectuer, si la situation du scientifique accueilli le nécessite, les démarches administratives auprès des services compétents permettant d'assurer la régularité de sa situation (obtention de visas, titres de séjour).
- A favoriser, si besoin, l'intégration sociale et culturelle du scientifique accueilli (hébergement, cours de français langues étrangères, etc.), en lien avec les institutions concernées. Les établissements d'accueil sont invités à orienter systématiquement les chercheurs accueillis vers les bureaux de l'initiative Euraxess, avec laquelle PAUSE a signé une convention le 30/01/2018, qui peuvent être mobilisés pour l'accompagnement social et administratif des lauréats afin de faciliter leur installation et leur insertion. De son côté, le Cnous, aux côtés des Crous s'engage, en lien avec l'ensemble de leurs partenaires, à préparer l'accueil des bénéficiaires du programme et à les accompagner dans l'ensemble de leurs démarches pour qu'ils bénéficient pleinement des services du réseau des œuvres, notamment pour ce qui concerne leur hébergement dans les résidences destinées aux enseignants et aux chercheurs.
- A respecter et assurer, par mesure de sécurité, la confidentialité des données relatives au chercheur accueilli ainsi que son anonymat, sauf accord explicite de ce dernier. Par ailleurs le choix d'être présenté comme un chercheur en danger bénéficiaire du programme PAUSE revient à ce dernier.
- A informer les lauréats de la participation des co-financeurs du programme, en particulier du Fonds asile, migration, intégration (FAMI).

L'établissement d'accueil reconnaît avoir pris connaissance du fait :

- Que la subvention reçue pour un chercheur pourra être renouvelée une fois, sous réserve de la décision des instances de décision du Programme, à l'issue d'une nouvelle procédure de sélection à laquelle l'établissement devra se porter candidat. Un second renouvellement peut être sollicité pour les candidats inscrits en première année de thèse au moment de la

candidature initiale ; celui-ci pourra être accordé, à l'issue d'une nouvelle procédure d'évaluation sur la base des résultats scientifiques obtenus par le bénéficiaire ;

- Que la direction exécutive de PAUSE sollicitera un rapport synthétique de retour d'expérience et de bilan de l'accueil auprès du chercheur ainsi que de l'établissement bénéficiaire à mi-parcours et au terme du projet présenté par l'établissement dans son dossier de candidature ;
- Que la direction exécutive de PAUSE sollicitera un bilan financier auprès de l'établissement bénéficiaire au terme du projet, les pièces justificatives devant être conservées sur une durée de 5 ans afin de pouvoir être présentées en cas de contrôle par la Direction exécutive du programme PAUSE et/ou du Ministère de l'Intérieur, autorité de gestion du Fonds asile migration intégration.